

Komisyon Episkopal Nasyonal Jistis ak Lapè *Commission Episcopale Nationale Justice et Paix*

Secrétariat national

BP 1572

Port-au-Prince Haïti 6110

Tel / Fax 222 78 99

justicepaixha@yahoo.com

jilap.national@forumcitoyen.org.ht

www.forumcitoyen.org.ht/jilap

Note de presse

Le Comité Exécutif de la Commission Episcopale Nationale Justice et Paix salue vous tous. A deux semaines du premier tour des élections, la Commission qui s'est engagée à fond dans l'observation électorale avec plus de 1000 observateurs sur le terrain, fait le bilan concernant les préparatifs du scrutin.

1. Oui, nous avons enregistré et dénoncé beaucoup d'erreurs qui ont été commises ; beaucoup de temps précieux a été gaspillé qui aurait pu servir pour assurer une meilleure préparation du scrutin.
2. La réalité de l'exclusion y est toujours. Ce n'est pas seulement une question de la localisation des centres et bureaux de votes. Au mois de septembre et novembre 2005 déjà nous avons signalé la condition de l'enregistrement des électeurs dans les sections communales. « La Commission prend note de la déclaration du CEP qui fait savoir que sur 4.400.000 électeurs potentiels, 3.400.000 ont fait les démarches pour retirer leur carte de citoyen. » (novembre 2005). Est-ce que cette différence ne signifie rien ? Pour plusieurs raisons, les personnes qui ne sont pas enregistrées se trouvent surtout dans les sections communales. Nous le regrettons, surtout parce que nous sommes convaincus que les élections locales sont le fondement de la construction démocratique du pays.
3. Nous prenons note des efforts du CEP et des techniciens à divers niveaux pour corriger ce qui est encore possible du point de vue technique, pour ce qui regarde les centres de vote, les bureaux de vote et l'affectation des électeurs aux divers bureaux.

Il est évident, les élections de 2006 auront leurs limites. Mais en écoutant les déclarations des différents acteurs (CEP, Gouvernement, PNH, PNUD, Minustah, OEA), nous ne comprenons plus. Pourquoi ces accusations mutuelles si chacun est en train de chercher, selon leurs dires, ce qui est le mieux pour le pays ? Est-ce que la question fondamentale ne serait pas le manque de transparence chez tous les acteurs ? **Est-ce que les citoyens et citoyennes peuvent espérer qu'on leur fournisse des clarifications et qu'on leur explique les difficultés rencontrées, tous les acteurs ensemble, dans une conférence de presse par exemple, sans accusations mutuelles ?** Où est le problème ? Quelles seront les limites des élections dans les conditions actuelles ? Les citoyens et citoyennes ont le droit de savoir et de comprendre les limites du processus, sans fausses accusations, mais d'une façon qui permette d'apprécier les efforts entrepris. Durant toute la préparation, il semblerait que les acteurs aient surtout **négligé de créer confiance !!**

Voici ce que la Commission souhaiterait et suggère pour le temps qui nous sépare du scrutin :

1. Du côté des partis politiques, qu'ils s'efforcent de **garder un climat de paix et de non violence durant la campagne électorale**. Plusieurs événements démontrent un degré d'intolérance entre les acteurs politiques et de la tolérance envers la violence qui peut se manifester à chaque instant dans la société. Les partis politiques doivent faire comprendre à leurs fanatiques qu'on ne peut résoudre les problèmes du pays par la violence. Au contraire, les élections constituent une alternative non violente pour décider de l'avenir du pays. Nous demandons que tous les candidats et candidates condamnent de façon ferme toute violence que leurs partisans commettraient en leur nom. Nous demandons qu'on arrête les accusations et procès d'intention. Nous rappelons le Code éthique signé par les partis politiques au nom de tous leurs candidats.
2. Les partis politiques devraient **exposer clairement leur programme politique pour améliorer la situation du pays et la condition de vie des citoyens et citoyennes en particulier**. Comment vont-ils aborder la question de l'impunité et de la corruption ? Comment voient-ils la réforme du système judiciaire ? Quelle politique familiale et comment pensent-ils les protéger ? Quelle politique sociale envisagent-ils ? Qu'est-ce que les citoyens et citoyennes peuvent espérer s'ils remporteraient la victoire dans les élections ?
3. Pendant le petit temps qui reste, il faudrait lancer **une campagne d'éducation civique massive pour expliquer le mécanisme du vote**. Il faudrait montrer aux gens comment est organisé un bulletin de vote. Ils doivent savoir sur quel bulletin ils ne peuvent marquer un seul candidat (président ou député) et sur quel bulletin ils peuvent marquer trois noms de candidats de partis politiques différents (sénateur). Etc.
4. Le CEP doit s'assurer que toutes les dettes et arriérés de salaires sont payés avant le jour du scrutin, pour que ça ne serve pas d'excuse à des négligences.
5. Dans la note de presse du 21 septembre et du 20 novembre 2005, et dans une lettre publique aux membres du CEP en date du 20 décembre 2005, la Commission a soulevé **la question des analphabètes** dans le pays. Nous soulevons la question à cause du grand nombre de votes nuls lors des élections précédentes. Ces élections sont complexes et il y a un grand nombre de candidats et candidates pour chaque poste. Nous réitérons notre demande : Quelles sont les dispositions prises par le CEP pour permettre à ces citoyens et citoyennes pour exercer leur droit de vote correctement ? Jusqu'ainsi, nous n'avons pas encore eu de réponse.
6. Dans une lettre publique au Premier Ministre et au Gouvernement (le 19 décembre 2005), la Commission a soulevé **la question des droits civils et politiques des détenus qui n'ont pas été condamnés** et elle a avancé la suggestion de leur participation comme électeurs et électrices au scrutin. Le pays a besoin de gestes concrets qui démontrent clairement une volonté de réconciliation ; il faut combattre l'exclusion sociale et politique.

A deux semaines du premier tour des élections générales, la Commission Justice et Paix renouvelle sa confiance dans la capacité du peuple Haïtien de dépasser de moments difficiles et de réaliser des choses valables en peu de temps, dès que la volonté commune soit présente. Le Comité Exécutif National.

Port-au-Prince, 20 janvier 2006

Paraf / signatures :

P. Attilus B. Desca et Dadine M. Charles (Ouest) ; P. Prophy Prophète et Azarias Dubréus (Nord Ouest) ; P. Nicolas Valcimond et Alucia Joseph (Nord) ; Guito Lafond et Marie-Ange Dagrín (Sud Est) ; Désumé Israck (Artibonite) ; Agena Dominique (Sud) ; Elianne Ménélas (Nord Est) ; Beaubrun Chislaine, P. Jan Hanssens, Jocelyne Colas et Chéríma Jn Rivière (Comité Directeur national).